

«Les Vaudois ne méritent pas ce musée: il leur est dû»

24 heures, 09.09.06

» **INTERVIEW** Tout frais ex-directeur du Musée des beaux-arts, Yves Aupetitallot accepte enfin de se confier et de dresser un état des lieux du projet du nouveau musée. La mise au concours de sa succession devrait être ouverte dans quelques jours.

Yves Aupetitallot, vous quittez déjà Lausanne. Cinq ans, c'est court pour un mandat muséal. Avez-vous d'autres projets?

– Je vais me recentrer sur le centre national d'art contemporain «Le Magasin» de Grenoble. J'ai d'autres projets, mais aucun ne motive mon départ.

– Le MCBA perd son directeur, chargé de mission pour la construction d'un nouveau musée. Est-ce une situation décidément trop bouchée qui vous fait jeter l'éponge?

– Je ne dirai rien qui puisse desservir le projet de futur musée, et de surcroît je me suis engagé auprès de l'Etat à ne pas m'exprimer publiquement sur les motivations de mon départ.

– Comme toujours à propos des projets culturels, certains ici décrètent le moment mal choisi et la dépense «somp-

tuaire». L'argent est-il vraiment le principal problème?

– Le crédit d'étude a été voté le jour de l'annonce du déficit de la BCV. Or les finances cantonales se redressent. Ce qui était possible à ce moment-là devrait l'être encore plus demain. La dépense n'a rien de somptuaire, elle est même modeste. D'autant que les apports des milieux économiques et des fondations mécéniques sont à portée de main. Encore faut-il se doter d'études sérieuses sur les différentes retombées et de moyens pour communiquer et convaincre. Je pense en premier lieu à un site Web.

Ce n'est pas au stade de la construction que cette question sera la plus sensible, c'est à celui du budget d'exploitation, qui devra doubler. Il s'agira d'être inventif, d'une inventivité comme celle que déploie actuellement Pierre Keller à l'Ecole cantonale d'art (ECAL) et qui culturellement pourrait être ressentie comme contraire à une certaine culture administrative.

Nous pouvons d'ores et déjà penser à une construction budgétaire qui associerait des recettes propres, des apports privés ponctuels et une augmentation significative de la part de l'Etat, qui aura peut-être à réaliser des économies d'échelles à l'intérieur de son budget culturel et à y faire des choix.

Les conséquences de cette question particulière du crédit d'exploitation sont insoupçonnables. Nous pouvons attendre du côté des députés une multi-

Un poste à plein-temps

Depuis quelque temps, Yves Aupetitallot et la soussignée préparaient cette interview. Avant d'en autoriser la parution, il voulait se donner le temps de la réflexion et peser ses mots pour ne pas desservir le projet de musée qui continue de lui tenir à cœur. Suite à l'interview d'Anne-Catherine Lyon dans *Le Temps* d'hier, il a donné son feu vert pour, dit-il, «accompagner une dernière fois le projet de futur musée dont la dynamique semble être retrouvée». Notre ministre de la culture affirme dans ce quotidien que, pour elle, le Musée des beaux-arts

«constitue la priorité des priorités», tout en ajoutant que le nouveau directeur du MCBA – dont le poste sera mis au concours à mi-septembre – «devra incarner l'institution existante. Et à plein-temps». Faut-il comprendre que le nouveau musée ne fait plus partie de son cahier des charges à lui? Enfin, curieuse coïncidence après deux ans de latence: la Fondation pour le nouveau musée se réunit la semaine prochaine. Selon toute vraisemblance, son président Me Georges Müller (inatteignable hier) lui présentera sa démission.

F. J.



YVES AUPETITALLOT L'ex-directeur du Musée des beaux-arts, ici lors de son arrivée à Lausanne, en 2001.

tude de questions: quid du lien au Cabinet des Estampes, de la complémentarité pour la photographie entre le musée, l'Elysée et l'ECAL, d'un centre d'art à Arlaud, de l'affectation des espaces de Rumine libérés sans coûts supplémentaires à la zoologie ou à la Fondation Toms-Pauli; quid du lien à la ville de Lausanne, partenaire du projet, et dont chacun sait l'excellence culturelle, etc.

– Que faire pour que la situation se débloque?

– L'esprit de la méthode d'abord: j'ai le sentiment, à entendre bon nombre d'amis vaudois, que le temps des grandes déclarations d'intention est révolu et que la méthode Coué appliquée à la communication du projet est aujourd'hui contre-productive.

Les acteurs de la méthode ensuite: les représentants du privé rassemblés au sein de la Fondation, l'Etat et la Ville de Lausanne auraient intérêt à élaborer une structure qui répartisse et identifie clairement les rôles de chacun, et ce dans le souci de préserver la collégialité des décisions les plus importantes. Le projet doit être porté par un consensus, qui est le ciment d'un nécessaire partenariat. Il est aussi l'une des conditions de l'émergence d'un mouvement

d'opinion. A l'inverse, si l'une ou l'autre des parties instrumentalisait les autres en captant à son seul usage les pouvoirs de décision, nous aurions le plus grand mal à créer ce consensus. Souvenons-nous que les dates clefs de l'histoire du musée cantonal, comme de ses collections, sont depuis l'origine le fait d'initiatives privées, que l'Etat a fait siennes ensuite. Il me semble que ce mouvement de partenariat devrait s'étendre à l'ensemble de la société civile afin que les Vaudois s'approprient peu à peu le projet.

Les moyens et les outils de la méthode pour finir. Il est temps de mettre sur pied tant sur le plan humain, matériel et financier une microstructure de projet relevant des trois partenaires.

– Faudrait-il changer le cadre et les conditions de travail du directeur qui ont peut-être peu entravé le projet qu'ils ne l'ont dynamisé?

– Je ne répondrai pas à votre question, pour ne pas déroger à la réserve que je m'impose. Je dirai simplement, s'agissant du directeur, que la question centrale est celle non pas de son temps de travail, comme je l'ai trop entendu, mais bien de la nature et de l'étendue de sa mission et de son autonomie de mouvement. Je suis partisan de

la réactivation du cahier de charges qui a été voté par le Parlement à mon arrivée.

– Pouvez-vous quand même imaginer une issue heureuse à ce projet?

– Bien entendu, et c'est pour cela que je réponds à vos questions et espère contribuer ainsi à enrichir le débat et à apporter des arguments favorables au projet.

L'investissement et la qualité de l'équipe du musée cantonal, du service des bâtiments de l'Etat et de son homologue communal sont la première chance de ce projet.

Les idées novatrices de René Berger, dont celle des «Galeries Pilotes» qui a inspiré la foire de Bâle mondialement connue, la générosité des personnalités exemplaires que ce sont entre autres Alice Pauli et Alain Dubois ou l'excellence de l'ECAL, qui est dans le peloton de tête international des écoles d'art, sont de bons augures.

Dans un contexte d'investissements tournés vers le futur et l'extérieur, ce canton a besoin de ce musée.

Vous m'avez interrogé quand je suis arrivé dans le canton et je vous ai dit que les Vaudois méritaient ce musée. Je me suis trompé, il leur est dû.

FRANÇOISE JAUNIN

Une maille à l'endroit, une maille à l'envers

Commentaire

La morosité conjoncturelle a bon dos. C'est surtout de morosité tout court qu'il faut parler ici. De marasme collectif, d'attentisme politique, d'électroencéphalogramme raplapla. Pas d'élan, pas de vraie volonté d'entreprendre. Que s'est-il vraiment passé dans les arcanes politico-culturelles du canton? Yves Aupetitallot part de son plein gré tout en restant très discret. Il y aurait donc des choses à cacher?

Il est vrai qu'elles étaient, dès le départ, «tricotées» à la vaudoise: une maille à l'endroit, une maille à l'envers. Une qui fait, l'autre qui défait. L'Etat avait envie d'un nouveau musée, mais un peu à la retraite, il fallait voir!

Les choses commençaient pourtant à prendre forme et contenu: le programme du musée avait été pensé et structuré; le concours d'architecture lancé, rendu et jugé; la construction dopée par des promesses sonnantes et trébuchantes des milieux privés. L'image du musée au bord de l'eau se précisait.

Puis plus rien. Silence radio. Depuis l'exposition des projets d'architecture en mars 2005 à Rumine, plus un seul mot officiel sur le sujet. Jusqu'à hier. A croire que le politique s'est purement et simplement approprié le projet, en ratatinant peu à peu la marge de manœuvre du directeur chargé de mission. Mais pour quel résultat? Rien n'a bougé. Et que restait-il encore de cette mission? Yves Aupetitallot s'est longtemps tu, mais on se demande s'il lui restait encore autre chose qu'un rôle de figurant. Le silence obstiné des responsables politiques était décidément assourdissant. La balle est dans leur camp.

F. J.